

Susana DUARTE MARTINS

CLUNL, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas

Universidade Nova de Lisboa

susanaduartemartins@gmail.com

1. Pouvoir et motivation des réductions dans l'actualité

On ne peut nier l'importance que les sigles, les acronymes et autres réductions ont gagnée peu à peu dans les communautés linguistiques et scientifiques en tant que reflet de l'évolution de la société contemporaine dans son appel incessant à l'économie et à la rapidité dans la communication orale et écrite.

Parmi les facteurs qui contribuent au succès de l'implantation d'un sigle ou d'un acronyme dans le système linguistique, on constate une structure peu étendue et une fréquence élevée, nécessaire à l'acceptabilité de la réduction. De la même façon, la facilité de mémorisation et de prononciation, l'absence d'homonymes ainsi que la nécessité et l'utilité de la réduction pour la communauté linguistique ou scientifique sont importantes, comme l'existence d'une motivation sous-jacente (aspect ludique, séduction, objectif d'attirer l'attention au niveau international). En partant de ces présupposés et d'un corpus de réductions dans le domaine de l'économie (Duarte Martins 2004) constitué en 2003 et périodiquement actualisé, ayant pour base des textes de la presse portugaise, nous avons pris comme cas d'étude quelques sigles et acronymes qui se sont peu à peu mis en avant dans le contexte économique et politique actuel, afin d'analyser les effets de la vie politique et de la situation économique mondiale dans l'usage que l'on fait de la langue à l'ère de la globalisation.

Nous commencerons par présenter un bref encadrement théorique des phénomènes de réduction en général, pour ensuite nous pencher sur les sigles et les acronymes sélectionnés parmi quelques cas de préoccupation majeure dans les domaines politique et économique, particulièrement la banque, les transports et la dette nationale en contexte européen. En tant qu'indicateurs de créativité lexicale et d'actualisation de la langue, les sigles et les acronymes exercent également un rôle fondamental en ce qui concerne la néologie. Dans la productivité croissante des phénomènes de réduction en langue générale et en langue de spécialité, le pouvoir des acronymes créés à des fins ironiques ou humoristiques devient déterminant (Gehenot 1975, Calvet 1980, Kocourek 1982, Germain & Lapierre 1988, Percebois 2001). Le recours à la langue anglaise augmente leur capacité d'internationalisation et, par conséquent, leur intégration dans les langues, comme c'est le cas des

acronymes que nous analysons : *PIGS*, *STUPID* et *BRICS*, véhicules de stéréotypes de nature opposée.

Ensuite, nous vérifierons que la fréquence élevée de l'utilisation de réductions contribue à une série d'hésitations et d'erreurs à l'oral comme à l'écrit, particulièrement en termes de genre, de nombre et de variation orthographique, les cas problématiques d'homonymie et de traduction de réductions se révélant problématiques, même en ce qui concerne une même langue parlée dans des pays différents. L'utilisation de réductions présuppose, évidemment, que l'on connaisse leur signification. Cependant la notoriété qu'elles présentent au sein d'un groupe socioprofessionnel a abouti à une multiplicité d'utilisations incorrectes et incommodes, motivées par le manque de maîtrise de ces mêmes réductions et dont les conséquences pourront être désastreuses pour l'image d'un individu.

2. Encadrement théorique : les réductions

2.1 « Réduction »

Quand nous parlons de réduction, nous faisons référence au terme générique qui englobe les phénomènes et les processus de diminution en général : abréviation, abréviation, acrographie, sigle, acronyme, symbole.

Afin de parvenir à une délimitation correcte des frontières qui existent entre sigle, acronyme et autres processus de réduction linguistique, il est fondamental de tenir compte :

1. du mode de formation ;
2. de la prononciation ;
3. de l'occurrence à l'oral et à l'écrit.

Nous examinerons ensuite ces aspects cas par cas.

2.2. « Sigle » et « acronyme »

Selon les présupposés antérieurement annoncés pour l'établissement d'une distinction plus claire entre les nombreux phénomènes de réduction, le sigle :

1. est formé de la lettre initiale de chacune des unités lexicales ou terminologiques simples qui constituent l'extension, c.-à-d., la signification de la réduction¹ ;
2. est prononcé lettre par lettre, p. ex. AG pour Assemblée Générale, BVLP pour Bolsa de Valores de Lisboa e do Porto [Bourse des Valeurs de Lisbonne et de Porto] ;
3. apparaît à oral et à l'écrit.

Bien que la grande majorité des auteurs intègrent les acronymes dans le groupe des sigles, nous les considérons comme une unité terminologique réduite autonome, avec des processus de formations spécifiques distinctes des sigles. Dans ce sens, l'acronyme :

1. est constitué par les lettres initiales ou syllabes, presque toujours des initiales, de l'extension². L'acronyme est formé par composition présentant

1. Les mots fonctionnels entrent rarement dans sa constitution ; v. p. ex. BdP - Banco de Portugal.

2. Voir note 1.

des traits communs à l'amalgame. Il peut encore apparaître comme lettre initiale de chacun des éléments de l'extension en se prononçant comme un mot. Ex. : Sonae - Sociedade Nacional de Estratificados [Société Nationale de Stratifiés] ; OPA - Offre Publique d'Achat ;

2. est prononcé syllabiquement à la ressemblance d'un mot. Quand il assume le statut de mot, il commence à être considéré comme un nom commun en perdant le souvenir de son origine acronymique. Ex. : « laser », « radar », « sida » sont des acronymes fixés comme des noms communs par les dictionnaires;
3. apparaît en langue écrite et parlée comme le sigle.

2.3 Autres phénomènes de réduction : « abréviation », « symbole », « abréviation », « acrographie », « brachigraphie »

L'utilisation de la réduction à l'oral ou à l'écrit n'est pas importante pour la distinction entre sigle et acronyme, comme nous l'avons vu ci-dessus. Cependant, ce trait se révèle essentiel pour différencier ces réductions de l'abréviation dont l'occurrence se trouve pratiquement réduite à l'écrit. Ainsi, l'abréviation :

1. est la réduction graphique d'une unité lexicale ou terminologique et parfois d'une unité lexicale ou terminologique complexe ;
2. est prononcée comme si elle était écrite en toutes lettres ;
3. apparaît à l'écrit et très rarement à l'oral.

Le symbole est un autre type de réduction fréquemment cité dans le contexte des réductions qui :

1. correspond à la représentation d'une notion ou d'un concept à travers des lettres, chiffres, figures ou combinaison de ces éléments ;
2. peut se prononcer lettre par lettre ou syllabiquement selon sa constitution ou encore en toutes lettres ;
3. apparaît à l'écrit mais est moins fréquent à l'oral.

Parmi les phénomènes de réduction, on compte aussi l'abréviation et l'acrographie, de moindre importance mais dignes de référence.

Selon les auteurs et dictionnaires de langue portugaise, l'abréviation correspond au processus de création d'abréviations (Kocourek 1982, Germain & Lapierre 1988) ou elle est considérée comme synonyme de réduction (ISO 1087-1, 2000, Pavel & Nolet 2002). Cependant, l'abréviation est surtout comprise comme réduction phonétique d'une unité lexicale ou terminologique par omission de suffixe dont le résultat est un nouveau mot qui en vient à être utilisé en substitution du mot qui lui a donné naissance (Gehenot 1975, Calvet 1980, Germain & Lapierre 1988, Xavier & Mateus 1992, Pinto 2009, Pavel & Nolet 2002, Houaiss 2003). À titre d'exemple, « métro » a été créé à partir de « métropolitain ».

Comme l'abréviation, l'acrographie est aussi discutée par plusieurs auteurs dont les considérations présentent quelques divergences. Les perspectives plus consensuelles situent l'acrographie parmi les unités lexicales ou terminologiques réduites formées par les initiales de l'extension

correspondante, et pour ce motif considérée comme synonyme ou cas particulier de sigle qui peut admettre des phénomènes d'acronymie (Xavier & Mateus 1992, Ferreira & Figueiredo 2001, Houaiss 2003, *GDLP* 2004, Ciberdúvidas).

Mentionnée de manière intermittente, la brachygraphie est selon la plupart des auteurs la manière d'écrire court, point de vue partagé par Gehenot (1975) et Kocourek (1982) qui adoptent une définition étymologique au sens large du terme : du grec *brachys* 'court' et *graphia* 'écrit' (de *graphein* 'écrire').

3. Sigles et acronymes en langue de spécialité : le contexte politique et économique comme reflet de l'état de la nation

Le nombre élevé de réductions présentes dans les textes de spécialité amène Baudet (2001 : 35-36) à le considérer comme un « indicateur de technicité des textes » et que le « comptage des sigles » peut être utile au terminologue pour l'attribution de « caractéristiques de technicité » à un texte. Dans cette logique, Rondeau (1981) attribue aux langues de spécialité un caractère de concision concrétisée par la siglaison, de la troncation (où il inclut les acronymes) et de la réduction des éléments constitutants des unités lexicales ou terminologiques complexes.

Par conséquent, étant donné la récurrence de réductions en textes et en discours oraux dans les domaines politique et économique, nous comprenons les phénomènes de réduction – en particulier la siglaison et l'acronymie – comme une marque caractéristique du discours utilisé en politique et en économie. Nous considérons encore comme possible l'association directe de la fréquence élevée d'un sigle précis ou d'un acronyme à un moment donné de la vie politique et économique avec le reflet de l'état de la Nation et du Monde, pouvant même contribuer à l'identification et à la datation de néologismes ayant pour base une réduction et, en dernier lieu, à l'évaluation des principales préoccupations d'un pays à une période déterminée.

Nous observerons quelques cas productifs de réductions dans l'actualité qui, peu à peu, ont été fréquemment associés à des situations de crise économique.

3.1. Le secteur bancaire et la gestion de la crise

En 2008, les difficultés financières qui ont touché la banque ont attiré l'attention sur quelques banques portugaises : la BPP, Banco Privado Português [Banque Privée Portugaise], actuellement sans licence bancaire et la BPN, Banco Português de Negócios [Banque Portugaise des Affaires], en faillite et nationalisée en 2008, reprivatisée en 2011.

Peu avant la demande d'aide financière au FMI (Fonds Monétaire International), la presse donnait déjà les noms des banques les plus pénalisés par les évaluations basses des agences de notations financières, particulièrement la CGD, Caixa Geral de Depósitos [Caisse Générale de Dépôts], la BPI, Banco Português de Investimento [Banque Portugaise d'Investissement] et la BES Banco Espírito Santo [Banque Espírito Santo], la banque nationale faisant pression pour que le FMI intervienne au Portugal.

La CPR, Companhia Portuguesa de Rating [Compagnie Portugaise de Rating] apparaît alors comme l'unique agence nationale de notation financière. Parmi les agences de premier plan, citons (a) Moody's, (b) Fitch et (c) Standard & Poor's (S&P) qui nous ont habitués à leurs symboles AAA / AA / A, BBB / BB / B, CCC / CC / C et D (notation exclusive de Fitch et de S&P), enrichies de + ou de - à partir de AA jusqu'à CCC. La notation financière évalue le risque de non-règlement ou de défaut de paiement. AAA est la classification la plus élevée, extensible jusqu'à la notation financière BBB -, à partir duquel on descend au « degré de spéculation » de BB + à D, échelles attribuées à des investissements considérés « à haut risque » de type « poubelle » (*junk bonds*). Plus la classification est basse sur l'échelle de notation financière, plus les taux augmentent et plus il est difficile de s'acquitter de ses dettes. C'est sur cet argument que reposent les polémiques autour de ces agences et de leur *modus operandi*.

Parallèlement aux réductions très fréquentes, il y en a d'autres qui présentent un pic élevé de fréquence lors d'une période déterminée pour finir par se disséminer dans la langue. Cela semble être le cas de BoJ (Bank of Japan) qui vient d'injecter du capital dans les banques nippones à la suite du tremblement de terre et du tsunami qui ont frappé le Japon en 2011. Au même moment, d'autres banques asiatiques sont citées plus fréquemment que d'habitude, p. ex. HSBC (Hong Kong and Shanghai Banking Corporation).

3.2 Projets de transports en suspens

Dans le secteur des transports, nous avons vu surgir la polémique autour du futur nouvel aéroport de Lisbonne, motivée non seulement par le contexte de crise mais aussi par le choix de son emplacement. Ce nouvel aéroport a donné naissance à l'acronyme NAL (Novo Aeroporto de Lisboa), assimilé à celui de l'entreprise gestionnaire du chantier, NAER (Novo Aeroporto S.A.). Bien qu'elle ait été créée en 1998, son acronyme n'émerge qu'en 2008. Selon les dernières informations, le nouvel aéroport ouvrira en 2021, date postérieure aux premières prévisions qui indiquaient 2017 comme date d'entrée en activité. Toutefois, aux mesures d'austérité imposées aux investissements publics responsables de l'ajournement initial du projet³ vient s'ajouter la privation du projet à la demande du FMI, nouvel obstacle à la construction de l'aéroport⁴.

Le futur train à grande vitesse ou TGV qui assurera la liaison ferroviaire entre Portugal et Espagne a également été marqué par de nombreuses discussions dues à la situation économique du pays. Malgré les critiques, l'entreprise gestionnaire RAVE - Rede Ferroviária de Alta Velocidade [Réseau ferroviaire à grande vitesse] avait indiqué 2013 comme année de début des travaux. Cependant, de nouveaux rebondissements ont marqué la construction du pont du TGV sur le Tage, ou TTT - Terceira Travessia do Tejo [Troisième Traversée du Tage]. Le 11 avril, l'abandon du second appel d'offre du TGV a été annoncé par le Gouvernement qui risque de devoir payer des indemnités élevées aux consortiums candidats au projet de pont et

3. NAER, «Aeroporto da Portela poderá funcionar até 2021», revista.com (en ligne).

4. *Público*, «Novas PPP e TGV Lisboa-Porto suspensos» (en ligne).

de TGV⁵, en confirmant début mai 2011 le report du lancement du tronçon Lisbonne-Porto parmi les mesures définies par le FMI.

À quoi sont dues les restrictions de financements publics qui retardent les projets du nouvel aéroport et du TGV ? La réponse réside dans la suspension des *Parcerias Público-Privadas* [Partenariats Public Privé] (PPP) par le mémorandum d'accord entre le gouvernement et la troïka (BCE, Banque Centrale Européenne + UE, Union Européenne + FMI). Au Portugal comme en France, les PPP réfèrent à « différentes modalités d'engagement d'entités privées dans des projets d'investissement d'intérêt public »⁶ décisifs dans les secteurs routier et ferroviaire pour le développement d'infrastructures publiques. Créés pour réaliser « des projets dont le développement requiert, de la part des partenaires, de grandes capacités financières, techniques et de gestion de ressources et le maintien de conditions de soutenabilité adéquates durant la vie du contrat », les PPP ont été suspendus jusqu'à ce qu'ils soient évalués « afin de réduire les responsabilités financières de l'État », selon ce qui est dit dans le mémorandum déjà mentionné.

3.3 Impôts et endettement national : l'arrivée du FMI

Les variations de la TVA (en portugais : IVA, Imposto sobre o Valor Acrescentado) infligées durant ces dernières années ont aussi été très débattues. Le budget de l'État 2011 repose, parmi d'autres mesures, sur l'augmentation du taux courant de la TVA de 21 % à 23 % (une hausse de 19 % à 21 % avait déjà été appliquée six mois auparavant). Quant à ce taux, il était lui-même le résultat d'une baisse de 21 % à 19 %. Cet impôt se trouve au centre des discussions et des préoccupations relatives au pouvoir d'achat du pays.

L'approbation des mesures présentées dans le PEC - Programa de Estabilidade e Crescimento [Programme de Stabilité et de Croissance], document remis annuellement à la Commission Européenne (CE) par les pays de l'UE, duquel « la stratégie de consolidation budgétaire à moyen terme des pays, avec des prévisions sur le comportement de l'économie, du déficit et de la dette publique pour, au moins, les trois années suivantes »⁷, aura des répercussions sur le budget du pays. Les premiers PEC ont été remis en 1998 par 14 pays, y compris le Portugal, le PEC portugais de 2011-2014 en étant à sa quatrième version – PEC IV – qui vise à développer l'« engagement du pays pour la continuation d'un ambitieux mouvement de réformes, orientées vers la modernisation et le renforcement de la compétitivité de l'économie portugaise » (MFAP 2011b : 7). Le retocage du PEC IV par l'Assemblée nationale (*Assembleia da República*, AR) a entraîné la démission du premier ministre José Sócrates, fin mars 2011, et la convocation de nouvelles élections législatives qui ont eu lieu le 5 juin.

À propos de la situation d'instabilité économique et politique du pays et de la possibilité de recourir au FMI avant que son aide soit confirmée, le président de la République introduisait dans son discours la réduction FEEF : Fundo Europeu de Estabilização Financeira [FESF, Fonds Européen de

5. *Diário Económico*, «Governo deixa cair TGV e concurso para a nova ponte» (en ligne).

6. Direcção-Geral do Tesouro e Finanças (en ligne).

7. *SOL*, «O que é o PEC?» (en ligne).

Stabilisation Financière], qui devrait être appelé au lieu de FMI : « Questionné sur le point de savoir si s'ensuivrait une nouvelle bataille, dans une allusion à une possible demande d'aide au FMI, Cavaco Silva a répondu : «Fonds Européen de Stabilisation Financière. Je pense que vous devriez cesser de parler du FMI, parce que cela n'est pas juste, c'est faux. C'est le FEEF». »⁸ Il s'agit là d'une réduction toute récente (mai 2010), née pour désigner le fonds créé « comme sauvegarde financière des pays de la zone euro [...] [et] devenu totalement opérationnel en août 2010, mais dont la maturité est prévue en juillet 2013. »⁹

4. Cas particuliers de néologie : acronymes motivés et emprunts externes

4.1. La motivation acronymique

Les acronymes motivés, nés de la relation entre un acronyme et une unité lexicale ou terminologique simple, confèrent à la réduction un double sens en remplissant différentes fonctions : mémorisation, fins publicitaires et impact sur le public. Parmi les cas observés, nous retrouvons sans cesse des phénomènes d'acronymie, ce qui est logique dans un contexte où la réduction coïncide avec une unité lexicale ou terminologique.

Gehenot (1975 : 290-292) s'y réfère comme à des « mots charnières », « sigles prédestinés » et « termes préfabriqués », n'établissant pas une distinction claire entre les deux derniers cas. Germain & Lapiere (1988 : 64) parlent aussi de « sigles prédestinés », en tant que type spécifique d'homonymie, alertant sur l'existence d'« un degré d'affinité entre le sigle-monème et sa signification ». Percebois (2001 : 638) propose de son côté le terme « sigle ou acronyme motivé », « forme dont la désignation est en rapport avec le sens de son homonyme », position que nous adoptons parce qu'elle nous paraît plus claire et qu'elle corrobore notre corpus.

Tel est ainsi le cas de la banque BIG, Banco de Investimento Global [Banque d'investissement global], dont la forme renvoie à *big* 'grand' en anglais, langue privilégiée par les entreprises et les marques nationales et internationales.

4.2 Réputation des emprunts faits à la langue anglaise

La langue anglaise joue, sans aucun doute, un rôle fondamental dans l'internationalisation des entreprises, un fait prouvé par analyse statistique de corpus qui manifeste la prépondérance des réductions de base anglaise face aux langues autochtones dans différents domaines (Duarte Martins 2004, Ortiz 2008).

Au Portugal, le changement de nom de structures entrepreneuriales ou de marques en faveur d'unités lexicales semblables ou identiques en anglais a provoqué une augmentation des gains déterminante en contexte de crise. Attentive au succès de la langue anglaise comme facteur de projection internationale, la verrerie de Marinha Grande, Vitrocristal¹⁰, est sortie de crise

8. Revue *Expresso*, «Cavaco: Fundo Europeu em vez de FMI» (en ligne).

9. Revue *Créditos e Finanças* (en ligne).

10. Malgré l'ouverture d'une boutique à New York et plusieurs récompenses internationales, Vitrocristal était en liquidation judiciaire depuis 2006.

après la création de la marque MGlass (Marinha Grande Glass) :

Aujourd'hui, nous pouvons affirmer, sans doute aucun, que la marque occupe une place importante et prestigieuse, des États-Unis au Portugal, en passant par plusieurs pays européens.¹¹

Les entreprises lusitaniennes à nom anglais qui se sont lancées sur les marchés internationaux avec succès ont réussi à échapper au doute attaché à leur origine portugaise. C'est le cas de la fameuse marque de chaussures Fly London, dont la stratégie d'entreprise est justifiée de la manière suivante :

La stratégie de la marque est globale et il n'y a de référence à la nationalité ni sur les chaussures, ni sur le site de Fly London. « Il n'y a pas de politique d'internationalisation et de marginalisation au niveau national. Nous sommes très fiers d'être portugais mais nous ne voyons pas la nécessité de définir d'où nous venons. Et c'est un fait que nous vendons plus à l'étranger », affirme António Alves, responsable du marketing de Fly London.¹²

Cependant, la langue française continue à détenir un statut très élevé dans le domaine de la mode, raison qui aurait amené la fondatrice de la marque portugaise d'accessoires Parfois à préférer un nom français pour sa chaîne de boutiques, avec une forte présence au Portugal et à l'étranger.

Dans leur étude des noms de boutiques, Moutinho & Coimbra (1998 : 6) remarquent :

Cette utilisation de termes étrangers tente de faire apparaître toute une charge connotative avec l'évocation d'autres cultures et d'autres modèles socio-économiques. Ce recours à d'autres langues est connu en linguistique sous le nom de "*code switching*" (Gumperz 1982) et, en plus d'un aspect strictement linguistique, incorpore un aspect plus large, lié à des questions culturelles plus amples, basé sur les modes à travers lesquels nous évoquons la différence, c.-à-d. comment nous avons construit des significations stéréotypées autour d'autres nations et d'autres peuples.

4.3 De *PIGS* à *STUPID* : stéréotypes discriminatoires à base acronymique

Le Portugal a occupé une place de choix parmi les acronymes à motivation péjorative les plus polémiques dans le contexte de la crise économique mondiale de ces dernières années, reconnus universellement à travers la langue anglaise, et compte parmi les pays stigmatisés pour lesquels ont été créées les réductions *PIGS* (Portugal, Italy, Greece, Spain) et, plus récemment, *STUPID* (Spain, Turkey, Unitedkingdom, Portugal, Italy, Dubai).

Divers articles de la presse économique internationale et portugaise permettent de tracer l'évolution chronologique de ces cas particuliers d'acronymie motivée par le contexte économique, sujets à un indice élevé de variabilité tout au long de leur parcours de *PIGS* à *STUPID*. En effet, la crise économique de 2008 qui s'étend à l'actualité s'est véritablement révélée productive dans la création d'acronymes dépréciatifs. Originellement créée au milieu des années quatre-vingt-dix pour désigner les économies du sud de l'Europe, la réduction *PIGS* a été reprise en 2008 par des journalistes de langue anglaise spécialisés en économie et en finances pour désigner quatre

11. Source : Région de Leiria (en ligne).

12. *Time Out Lisboa*, «Os sapatos da mosca» (en ligne).

pays de l'Union Européenne comme les « *PIGS* de l'Europe ». Un peu plus tard, encore en 2008, l'Irlande vient intégrer le groupe des économies en difficulté, les *PIIGS* apparaissant ainsi et, moins souvent, les *PIIIGS* quand on fait référence à la crise islandaise, même si ce pays n'est pas membre de l'UE. La variation acronymique ne s'arrête pas là. En 2009, on y ajoute le Royaume Uni, ce qui donne naissance aux *PIIGS* ou *PIIGGS*, avec un deuxième G pour *Great Britain* ; ou *PIIIGGS* avec l'Islande (angl. *Iceland*). Pendant une courte période (janvier 2010), la presse britannique a utilisé *RUPIIGS* pour se référer à *Romania, United Kingdom, Portugal, Italy, Ireland, Greece and Spain*. La création de *STUPID* est de la même presse, en ajoutant en 2010 la Turquie et Dubaï à l'ensemble des économies à risque, ce que le journal portugais *Diário Económico* explique dans un article intitulé « *Depois dos 'Pigs', Portugal está agora entre os 'Stupid'* », un nouvel acronyme qui

circule sur les marchés pour désigner les pays qui peuvent être affectés par un effet domino en cas de faillite de la Grèce : l'Espagne, la Turquie, le Royaume Uni, le Portugal, l'Italie et le Dubaï.¹³

La même année, la possibilité de voir les États-Unis (United States, US) se joindre aux *PIGS* a conduit à la création des *USPIGS* ou *USPIIGS*, faisant allusion à la dette américaine :

No, the United States is not about to go bankrupt. Not yet, anyway. We are, however, pursuing the very same types of vast spending policies that brought the *PIGS* of Europe face to face with that real possibility.¹⁴

La polémique sur l'intégration du Portugal dans le groupe des « porcs » et des « stupides » a suscité une multiplicité de commentaires, y compris du ministre des Finances de l'époque, Manuel Pinho, qui a considéré comme « raciste » l'utilisation de tels termes. En février 2010, José Luís Seixas argüait que

Ces acronymes valent ce qu'ils valent. Mais ils valent plus pour ceux qui, comme nous, dépendent essentiellement du crédit externe.¹⁵

Dans « *O Poder dos Acrónimos* » [Le pouvoir des acronymes] (mars 2010), le banquier et économiste Gonçalo Pascoal alertait le lecteur, à propos de *PIGS*,

[sur] le deuxième sens de cet acronyme (quelques institutions ont même interdit son utilisation dans les rapports de recherche). Le concept a surgi en 2008 et a curieusement, les mois suivants, mérité des mentions honorables dans des journaux de référence internationale, avec des titres comme « *PIGS can fly* ».

Et poursuivait :

Comment les marchés financiers, perçus comme pointus par excellence, peuvent-ils être si perméable au pouvoir des acronymes ? Une réponse possible pourrait venir d'études sur le comportement de leurs agents.

13. *Diário Económico* (en ligne).

14. Hal Gershowitz and Stephen Porter, «Coming Soon: "USPIGS"» (en ligne).

15. «Porcos e estúpidos» (en ligne).

Le même Gonçalo Pascoal avance une solution :

Ne pas prêter le flanc à la prolifération de tels acronymes. Voilà la responsabilité qui repose maintenant sur les plans du Portugal : transformer le sens de PIGS en un autre acronyme de même phonie pour Orgueil (Pride), Intégrité, Courage (Guts) et Service.¹⁶

Cependant, un an plus tard, le Portugal finira par céder à la pression des marchés.

Hors du Portugal, ce type d'acronymes a eu pour effet de renforcer l'attribution de stéréotypes discriminatoires individuels ou collectifs, ce qui a suscité des réactions :

Under crisis conditions, it is usual to observe the sociological phenomenon of invoking negative national stereotypes. And the most dangerous stereotype is arguing about the human nature of races and nations. Instead of judging and blaming the decisions or acts of specific individuals, whole nations are stigmatized collectively.¹⁷

En réponse à un commentaire de lecteur, l'auteur de ce texte fait de la création d'acronymes discriminatoires un moyen de remettre les réfractaires – pays ou opinions publiques – dans le droit chemin du « Nouvel Ordre » mondial :

In this case, basic principles and characteristics of national civilizations are ignored, because they do not serve the globalization purposes, and some temporary negative elements are strongly promoted, in order to turn public opinion according to the New Order interest.¹⁸

4.4 Les BRIC(S)

En sens inverse naissent des acronymes aux notations positives qui désignent l'ensemble des économies à la croissance rapide – les bons élèves : *BRIC* (Brazil, Russia, India, China, *BRICK* en ajoutant Korea, Corée du Sud) qui renvoie à angl. *brick* 'brique'. L'acronyme *BRIC* est bien daté : il a été utilisé pour la première fois le 30 novembre 2001 dans l'article « Building Better Global Economic BRICs » de l'économiste Jim O'Neill de chez Goldman Sachs et le 13 avril 2011, un S a été ajouté par d'autres journalistes pour former *BRICS* après l'admission de l'Afrique du Sud (angl. Southafrica) dans le groupe.

Les *BRICS*, les pays *BRICS* se distinguent du G7 ou « groupe des sept » pays les plus développés : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Canada et Italie. L'acronyme anglais coïncide avec les langues portugaise et française, à l'exception de sa modification la plus récente. Attentifs à ce fait, les Français ont créé des versions françaises : *ABRIC* (Afrique du Sud, Brésil, Russie, Inde, Chine) ou *BRICA* (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), affaiblissant la motivation originale de l'acronyme. Mais la réduction anglaise continue à être la plus employée, même en France.

16. *Jornal de Negócios*.

17. The Greek on HubPages, «The “PIGS” of Southern Europe» (en ligne).

18. Voir note 17.

Dans ce cas spécifique, les acronymes motivent des stéréotypes de nature positive qui stimulent l'image des pays auxquelles ils renvoient et, par conséquent, leur économie. Le pouvoir de ces réductions, en particulier, se confirme à partir du moment où l'appartenance au groupe présuppose une invitation formelle, avec des conséquences linguistiques dans l'altération et dans l'évolution de l'acronyme *BRIC* à *BRICS*, comme cela est arrivé avec l'intégration de l'Afrique du Sud.

5. Problématique de l'usage des sigles et des acronymes

L'importance des phénomènes de réduction dans l'actualité conduit vers une autre question : la correction de l'usage à l'oral et à l'écrit. En effet, la dissémination de sigles et d'acronymes parmi les locuteurs d'âges et de degrés de scolarité différents, dans les diverses situations de communication, a provoqué une augmentation d'hésitations et d'erreurs dans l'utilisation des réductions dont la communication sociale est la grande responsable.

C'est un fait que la familiarité avec l'erreur et son acceptation par simple ignorance peut avoir des répercussions dans la langue. À ce propos, nous pouvons observer des cas où la fréquence de l'erreur a conduit à l'altération de l'information morphologique et sémantique des unités lexicales dans les dictionnaires de langue générale. La méconnaissance des réductions, dans un contexte formel, peut nuire à la crédibilité et à l'image publique d'un individu.

L'analyse des situations d'erreur les plus récurrentes nous a permis d'identifier deux réalités proches mais distinctes : l'erreur et la fluctuation d'usage. Ce dernier cas est surtout favorisé par l'insuffisante fixation d'une réduction déterminée dans la langue ou aux niveaux intermédiaires d'évolution qu'elle traverse jusqu'à la lexicalisation où elle devient une unité de langue.

5.1 Le genre

La fonction dénomminative des sigles et des acronymes est facilement constatée par le déterminant qui les précède, généralement un article défini qui assume le genre de la première unité lexicale ou terminologique de l'extension correspondante. Les exceptions à la règle sont souvent dues à la méconnaissance de l'extension de la réduction ou à l'officialisation d'un genre différent de la part de l'institution responsable.

L'hésitation en genre se produit surtout avec les réductions d'origine étrangère. L'ouverture du premier magasin IKEA (Ingvar Kamprad Elmtaryd Agunnaryd) au Portugal a posé un problème de prononciation et un autre de genre : *le* ou *la* IKEA ? L'humoriste portugais Ricardo Araújo Pereira en a fait une chronique «IKEA: enlouqueça você mesmo» [IKEA : fou toi-même], publiée en son temps dans la revue *Visão*. Actuellement, bien que l'on ait la garantie qu'il s'agit d'un mot féminin (en portugais, à la différence du français, en raison du « a » terminal et du féminin de *loja* 'magasin') et que l'on connaisse la prononciation adéquate grâce aux publicités de la firme, l'utilisation du masculin et une prononciation incorrecte persistent sept ans après l'installation de la marque au Portugal, avec presque la même fréquence que sa version correcte.

5.2 Le nombre

Si, il y a quelques années, le thème de la pluralisation des sigles¹⁹ suscitait la discussion parmi les spécialistes, l'attribution du pluriel est aujourd'hui considérée comme une erreur linguistique. Cependant, l'utilisation éventuelle du pluriel à l'oral contamine l'écrit, faisant surgir la flexion du pluriel dans les réductions, parfois associée à une apostrophe, fruit de l'influence de la formation du pluriel en anglais.

Le cas le plus médiatique d'usage incongru du pluriel et celui de la polémique sur les SCUT, Sem Custo para o Utilizador [sans frais pour l'utilisateur], sigle désignant par métonymie des autoroutes dont les coûts d'exploitation devaient être supportés par l'État. Les incorrections ont une fréquence élevée non seulement à l'oral mais aussi à l'écrit : il est possible de trouver, dans une même page, l'acronyme SCUT correctement utilisé au singulier en contexte pluriel, puis pluralisé dans le paragraphe suivant²⁰. La crise économique est venue inverser le régime des SCUT, un concept introduit en 1997 : les premières SCUT sont devenues des autoroutes à péages à partir du 15 octobre 2010. À la polémique suscitée par la fin de la gratuité s'est ajoutée la perte de la valeur référentielle de l'acronyme, un fait qui a conduit à la référence d'« anciennes SCUT » dans la communication journalistique puis d'« ex-SCUT ». Bien que la réduction « ex-SCUT » soit utilisée dans les services d'accueil destinés aux clients de Brisa, le concessionnaire des autoroutes à péage au Portugal, elle n'est mentionnée qu'une seule fois sur son site web qui continue à privilégier l'utilisation de SCUT au singulier et au pluriel (« SCUTS »).

5.3 L'homonymie

L'emploi de sigles et d'acronymes présuppose une vaste encyclopédie. Pour cette raison, l'absence de l'extension de la réduction dans un contexte peut devenir un obstacle sémantique, rendant le discours opaque à un public non spécialisé. D'où l'importance d'indiquer l'extension de la réduction. Même si cela ne se vérifie pas toujours, surtout dans le cas des réductions considérées comme appartenant au domaine public, le problème est sensible en cas d'homonymie. Dans le corpus analysé, l'extension de sigles ou d'acronymes à fréquence faible est mentionnée lors de leur première occurrence, la réduction en question étant ensuite employée sans extension.

Même si on constate un plus grand soin dans leur traitement, l'existence de réductions homonymes pose toujours des problèmes que le contexte doit résoudre, parfois avec l'aide de la marque de genre, comme dans le cas de l'opérateur de télécommunications portugais : *la PT* – Portugal Telecom – et le parti politique brésilien : *le PT*, Partido dos Trabalhadores [Parti des Travailleurs]. Lorsque le genre ne résout pas la difficulté, il peut exister de sérieuses entraves à la compréhension, comme c'est le cas avec ETA, *Euskadi Ta Askatasuna* [Patrie Basque et Liberté]. Cet acronyme renvoie immédiatement à l'organisation terroriste basque et l'ignorance de l'exten-

19. En français, les acronymes devenus noms communs sont variables en nombre : *des radars, des lasers, des fivètes...*

20. Voir Agência Financeira, «Brisa: Portagens das ex-SCUT ajudaram muito na receita» (en ligne).

sion basque n'est pas un problème. Mais dans un contexte dans lequel on se réfère au traitement des eaux usées, ETA signifie Estação de Tratamento de Água [Station de Traitement des Eaux].

L'homonymie va parfois plus loin en impliquant une variation de l'extension de la réduction. Le PEC est le « Programa de Estabilidade e Crescimento » du portail du gouvernement et on ne doit pas comprendre son extension comme « Plano » ou « Pacto de Estabilidade e Crescimento », bien que cette unité terminologique complexe soit aussi utilisée dans des documents officiels (v. MFAP 2011 : 45). Si PEC vient en contexte de comptabilité, il désignera le « Pagamento Especial por Conta » [acompte provisionnel]. Mais si on est au Brésil, PEC recevra des extensions complètement différentes des portugaises : en politique « Proposta » ou « Projeto de Emenda à Constituição » [Proposition ou projet d'amendement à la Constitution] et en droit, « Processo de Execução Criminal » [Procédure d'exécution criminelle].

Le sigle p.p., « pontos percentuais » [points de pourcentage], aussi écrit « pp » en contexte économique, enregistre un indice élevé d'homonymie, étant donné sa structure à deux caractères qui permet un grand nombre de combinaisons. Le sigle est, par exemple, utilisé comme abréviation du pluriel de pages (pp.) ou pour désigner le Parti Populaire (PP) portugais ou son leader Paulo Portas (PP) : dans ces deux derniers cas l'homonymie par rapport se résout facilement par l'utilisation de majuscules.

Dans la presse économique, FMI (Fundo Monetário Internacional) est rarement remplacé par le sigle anglais IMF (International Monetary Fund). Le sigle anglais se limite aux textes de la même langue, évitant l'homonymie avec l'entreprise de consulting portugaise IMF (Informação de Mercados Financeiros). Seule la marque du genre différencie ces deux sigles : « o IMF » (port. *Fundo* masc.) vs « a IMF » (port. *empresa* fém.).

De l'observation de notre corpus, nous concluons que l'usage de la réduction est privilégié au détriment de son extension pour des raisons d'économie, l'extension étant seulement mentionnée pour résoudre des problèmes d'homonymie ou de répétition. Les marques du genre et du nombre des réductions sont une aide importante pour la désambiguïsation des cas d'homonymie.

5.4 L'usage de points

Les points utilisés dans les sigles peuvent être considérée comme un état initial de la réduction et aujourd'hui comme une incorrection, n'étant plus admis en orthotypographie depuis de nombreuses années (en France, ils ont commencé à disparaître dans les années soixante-dix, après la suppression des espaces). Malgré cela, nous en retrouvons encore dans certains documents institutionnels. Cependant, la tendance va dans le sens de leur disparition totale. C'est dans les sigles qu'on observe une hésitation entre l'utilisation des points et leur omission dans la mesure où la prononciation lettre par lettre est plus perméable à l'introduction de points.

L'acronyme ONU (Organisation des Nations Unies) a évolué au cours des années en commençant par perdre ses espaces puis ses points dans sa graphie en capitales puis à majuscule initiale :

O. N. U. [ɔɛny] → O.N.U. → ONU → Onu [ony].

Actuellement, l'acronyme lui-même est soumis à réduction du fait que ONU peut être simplement noté NU (Nations Unies). Comme la réduction NU est prononcée lettre par lettre de façon à éviter la confusion avec un homophone, elle provoque une régression de l'acronyme (fr. [ony]) vers le sigle (fr. [ɛny]).

5.5 La variation orthographique

La phase de transition entre les différents niveaux d'évolution – de l'état initial avec points et capitales jusqu'à la phase de lexicalisation sans points ni capitales, avec ou sans majuscule selon que l'acronyme est un nom propre ou un nom commun – est l'un des principaux facteurs responsables des hésitations en ce qui concerne la représentation graphique des réductions. De telles variations résultent des multiples combinaisons possibles entre réductions, points, majuscules, espace et symboles, incluant des signes graphiques.

Les indices boursiers constituent un excellent exemple de variation. Voyons l'indice de la bourse française CAC (*Compagnie des Agents de Change* ou *Cotation Assistée en Continu* dans sa version électronique) ; il présente les variations suivantes : CAC 40, CAC40, CAC-40, Cac-40.

La malléabilité d'adaptation linguistique que la prononciation prête aux acronymes permet, d'une part, que le passage d'un sigle à un acronyme se fonde sur des critères de créativité qui dépassent les limites naturelles des niveaux d'évolution des réductions. Il y a des cas d'inversion de lettres qui aident la prononciation ; dans d'autres cas, c'est la prononciation qui détermine la graphie de la réduction par la substitution ou par l'ajout de lettres. L'indice de la bourse de Londres – FTSE, Financial Times Stock Exchange – apparaît avec sa variation acronymique Footsie dont la facilité de prononciation a motivé l'évolution du sigle à l'acronyme.

L'extension de la réduction peut aussi être l'objet de variation, généralement au niveau des mots fonctionnels ou de la marque du nombre d'une des unités lexicales ou terminologiques constituantes. La CMVM, Comissão do Mercado de Valores Mobiliários [Commission du marché des valeurs mobilières], responsable de la régulation des marchés boursiers et des agents qui y opèrent, est aussi désignée comme Comissão de Mercado de Valores Mobiliários ou Comissão de Mercados de Valores Mobiliários.

6. La traduction

La problématique de la traduction des réductions est partagée par les traducteurs et par les linguistes. Doit-on ne pas traduire les réductions, utilisées *ipsis verbis* comme dans la langue de départ, ou devra-t-on plutôt chercher leur équivalent dans la langue d'arrivée? Face à la complexité de la prise de décisions sur ces questions, le traducteur devra se montrer prudent lors de l'utilisation de réductions. Il est toujours nécessaire de rechercher leurs extensions et leurs significations exactes, soit à travers la consultation de textes scientifiques et techniques, de journaux et de revues, soit par l'observation attentive des néologismes qui s'installent à tout moment dans les langues. Il est non seulement indispensable de connaître la perspective

adoptée par la langue d'arrivée dans la sélection de la langue (nationale ou étrangère) privilégiée pour l'extension des réductions, comme le reconnaissent Gehenot (1975) et Rodríguez González (1993), mais aussi les spécificités des variations linguistiques dominantes dont les options peuvent être distinctes dans un même système linguistique, soumis à des conditions d'ordre géographique.

À titre d'exemple, observons le cas du portugais européen et du portugais du Brésil à propos de la désignation d'une même organisation internationale :

une institution n'est pas toujours connue par le même sigle au Portugal et au Brésil. Par exemple, au Brésil, on appelle OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) l'organisme qui, au Portugal, est désigné par NATO (North Atlantic Treaty Organisation), à cause de la vulgarisation du sigle anglais. (Cunha & Cintra 1984 : 117)

Toutefois, alors qu'au Portugal, on a adopté l'extension en langue portugaise pour désigner le *Síndrome de ImunoDeficiência Adquirida* [syndrome d'immunodéficience acquise], sida, l'extension privilégiée au Brésil est l'anglais *Acquired Immunodeficient Syndrome*, AIDS. Rodríguez González (1993) explique la même tendance du portugais européen et de la langue espagnole dans le traitement de cet acronyme par le fait que l'extension en langue nationale est plus euphonique, même si la prosodie ne joue pas toujours un rôle décisif dans la sélection d'une unité lexicale réduite.

Face aux problèmes de traduction sous-jacents à l'usage des réductions, la solution la plus viable paraît être l'adoption du sigle ou de l'acronyme internationalement connu, alors que les sigles ou les acronymes spécifiques d'un système linguistique défini devront être l'objet de traductions aussi littérales que possible. Toutefois, la tendance de la langue à adopter une extension des réductions en langue étrangère ou en langue nationale pourra aider à trouver la traduction la plus fidèle.

7. Connaître et utiliser correctement des réductions : une question de statut socioprofessionnel

La non-maîtrise des réductions de la part des locuteurs constitue une situation inoffensive dans un contexte quotidien. Cependant cette ignorance peut avoir des conséquences si elle se manifeste en situation de langue de spécialité :

Il suffit d'ouvrir un journal ou d'écouter les informations pour s'apercevoir que le monde d'aujourd'hui se divise entre une élite de connaisseurs de sigles et d'acronymes et une masse ignorante qui continue à désigner les fonctionnaires de la DRSU²¹ comme des éboueurs. (José Júdice, «CCB²² quê?», *Metro*, 27.06.2007)

Du fait de leur fonction essentiellement dénominative, l'emploi de réductions peut avoir des buts opposés : divulguer des concepts obscurs au plus vaste public ou, au contraire, en restreindre l'usage et la compréhension à un public spécialisé. La communication rapide et efficace avec les initiés

21. DRSU : Divisão de Resíduos Sólidos Urbanos, en français : Division des déchets solides urbains.

22. CCB – Centro Cultural de Belém, en français : Centre Culturel de Belém.

ou l'opacité véhiculée par les réductions – souvent utilisées comme des codes – stimulerait le sentiment d'appartenance à un groupe, selon la théorie du « *shop talking* » développée par Percebois (2001), associée à la « théorie du secret », pour des raisons de sécurité, et du « *show talk* », pour le renforcement de l'inclusion dans un groupe. En effet, la connaissance de l'extension ou de la signification des réductions au sein d'un groupe socioprofessionnel constitue une marque de statut, confirmant la différenciation entre non-initiés ou profanes et spécialistes, un fait que Calvet (1980) a aussi souligné.

L'interview à la RCP, Rádio Clube Português [Radio Club Portugaise], du candidat du PSD, Partido Social Democrata [parti social-démocrate], Fernando Negrão, lors des élections municipales de 2007 à la Mairie de Lisbonne, illustre parfaitement les dommages que la méconnaissance des sigles peut provoquer sur l'image publique d'un locuteur. Candidat à la Mairie de Lisbonne (CML, Câmara Municipal de Lisboa), il a confondu IPPAR, Instituto Português do Património Arquitectónico [Institut Portugais du Patrimoine Architectural], EPUL, Empresa Pública de Urbanização de Lisboa [Entreprise Publique d'Urbanisation de Lisbonne] et EPAL, Empresa Portuguesa das Águas Livres [Entreprise Portugaise des Eaux Livres]. Ce faisant, il s'est montré peu compétent pour un homme politique. Il a d'abord fait allusion à l'EPUL en disant IPPAR. S'apercevant de son erreur, il a procédé à une rectification encore moins claire, affirmant que l'EPUL était l'« entreprise d'approvisionnement en eau de la ville de Lisbonne »²³ pour en demander l'extinction puis demander la suppression de l'IPPAR, en totale ignorance de la signification de ces acronymes. Ajoutons que l'IPPAR avait été supprimé huit mois auparavant pour donner naissance à l'IGESPAR, Instituto de Gestão do Património Arquitectónico e Arqueológico [Institut de Gestion du Patrimoine Architectural et Archéologique]. Sa perte de crédibilité après l'incident a pu provoquer sa défaite électorale, un cas d'école pour l'impact de la langue sur la vie politique d'un pays.

Des erreurs fréquentes naissent aussi de l'ignorance des locuteurs à l'égard de l'unité correspondant au sigle ou à l'acronyme. Inversement, on peut être capable d'utiliser un sigle ou un acronyme correctement sans en connaître l'extension comme nous l'avons vu à propos de l'ETA. C'est l'argument auquel recourent certains auteurs pour faire du sigle ou de l'acronyme des signes autonomes.

Conclusions

L'abondance des réductions dans les langues apparaît comme un reflet du progrès technologique qui caractérise la société contemporaine, encourageant continuellement une communication rapide. Le pouvoir et le prestige qu'elles ont acquis en termes économiques et politiques ont alerté les institutions sur l'importance du phénomène, surtout en ce qui concerne la rédaction technique, comme on le voit dans le *Code de Rédaction Interinstitutionnelle*, texte de référence pour l'uniformisation documentaire dans l'UE :

23. Blogue Ante et Post, interview vidéo de Fernando Negrão à la Radio Club Portugaise (en ligne).

Si l'on peut toujours user avec modération des abréviations, il n'en est pas de même des sigles et des acronymes, qui se multiplient dans le langage moderne et que l'on rencontre fréquemment dans le jargon de l'Union européenne.²⁴

En plus de cela, les différents codes typographiques – marches à suivre ou chartes graphiques (« manual of style » ou « style guide » en anglais) – des institutions nationales reconnaissent de plus en plus l'importance des sigles, des acronymes, des abréviatures et des symboles dans la rédaction de leurs documents, en mettant en garde rédacteurs et lecteurs à propos des normes d'écriture et des difficultés que les réductions présentent dans le cadre de la rédaction et de la traduction de documents.

En tant que processus de créativité linguistique, les indices élevés de succès des sigles et des acronymes dans les communautés linguistiques et scientifiques s'expliquent par la capacité qu'ils présentent en termes de création de néologismes, soit par néologie lexicale ou terminologique, soit par dérivation, composition et emprunt ou encore création consciente d'unités lexicales ou terminologiques motivées. De nouveaux sigles et acronymes sont quotidiennement créés dans l'intention d'atteindre un double objectif : la désignation de nouveaux concepts et la divulgation d'unités lexicales ou terminologiques largement connues et vulgarisées par l'usage, contexte dans lequel le pouvoir globalisant de la langue anglaise est devenu crucial. Par ailleurs, l'influence de l'anglais en tant que langue privilégiée pour la création de néologismes, surtout en recourant au décalque lexical, apparaît pour satisfaire les besoins d'actualisation du vocabulaire général et de spécialité, en s'intégrant facilement dans la langue.

Les intérêts économiques et politiques, aiguisés par une conjoncture macroéconomique difficile, motivent la création de sigles et acronymes qui, associés à la langue anglaise, se disséminent dans le monde avec une certaine rapidité et acquièrent un pouvoir suffisant pour véhiculer des stéréotypes aux connotations positives (BRICS) ou discriminatoires, voire diffamatoires (PIGS, STUPID).

Les réalités recouvertes par des sigles et des acronymes se présentent majoritairement comme des organismes ou des institutions sans motivation inhérente (ONU, PPP) ou des ensembles spécifiquement motivés (PIGS, BRICS). À propos de ces derniers, il semble exister un critère de décision d'appartenance, interne au groupe, dans le cas des acronymes à connotation positive, comme dans celui de l'invitation faite à l'Afrique du Sud de rejoindre les BRIC. Au contraire, les pays appartenant au groupe des PIGS, STUPID et leurs variantes, ont vu leur nom associé à des formes péjoratives sans avoir eu un quelconque pouvoir de décision.

Le recours aux acronymes motivés peut être compris comme une tactique aux répercussions économiques et linguistiques, qui favorise ou dévalorise stratégiquement l'image d'une institution ou d'un pays dans le panorama mondial. La facilité de prononciation et de mémorisation justifie le succès des réductions à base acronymique, en contribuant pour leur reconnaissance

24. 1997, act. 2011, *Code de rédaction interinstitutionnel*, chapitre 10.6. Sigles et acronymes (en ligne).

globale, leur stabilité linguistique et leur permanence temporelle.

Le pouvoir que l'usage universel confère aux sigles et aux acronymes est renforcé par l'autonomie qu'ils acquièrent dans les langues, en fonctionnant comme unités lexicales ou terminologiques indépendantes et en se soumettant aux règles et conventions linguistiques standard. Comme le dit Calvet (1980 : 109-110, 119), une « représentation de la langue, l'écriture, prend par rapport à la langue une certaine autonomie et lui propose ses propres créations, ses néologismes. [...] [Le sigle] n'est plus une abréviation, renvoyant sans arrêt à son origine, il est une unité du système. »

Références

- Anonyme collectif, 1997, 2005, *Livro de Estilo*, Lisboa, Público.
- Anonyme collectif, 1997, 2011, *Código de Redacção Interinstitucional*, Serviço das Publicações Oficiais das Comunidades Europeias ; *Code de Rédaction Interinstitutionnel*, Office des Publications de l'Union Européenne
- BAUDET Jean C., 2001, « La siglométrie : outil de linguistique comparée », *La Banque des mots*, 62, p. 34-36.
- CALVET Louis-Jean, 1980, *Les Sigles*, Paris, Puf.
- CIBERDÚVIDAS : <http://ciberduvidas.sapo.pt/>
- CUNHA Celso e CINTRA Lindley, 1984, *Nova Gramática do Português Contemporâneo*, Lisboa, João Sá da Costa, 1992⁹.
- DUARTE MARTINS Susana, 2004, *O Comportamento das Siglas e dos Acrónimos em Textos de Economia*, mémoire de master, Lisbonne, UNL-FCSH.
- GEHENOT Daniel, 1975, « Le sigle : aperçu linguistique », *Meta*, 20-4, p. 271-307.
- GERMAIN Claude et LAPIERRE André, 1988, « Le sigle : définition, caractéristiques et emploi », *Cahiers de Lexicologie*, 53, p. 55-74.
- Grande Dicionário da Língua Portuguesa*, 2004, Porto, Porto Editora.
- HOUAISS – INSTITUTO ANTÔNIO HOUAISS DE LEXICOGRAFIA, 2003, *Dicionário Houaiss da Língua Portuguesa*, Lisboa, Temas e Debates Editora.
- INTERNATIONAL STANDARD / NORME INTERNATIONALE 1087-1, 2000, *Terminology Work - Vocabulary - Part 1: Theory and Application, Part 2: Computer Applications / Travaux Terminologiques – Vocabulaire – Partie 1 : Théorie et Application, Partie 2 : Applications Logicielles*, Genève, ISO.
- KOCOUREK Rostilav, 1982, *La Langue française de la technique et de la science*, Paris, La Documentation Française.
- LEMAIRE Nathalie et MURAILLE Paul, 2010, « La Variabilité des usages dans la création de sigles et acronymes en langue spécialisée, source de difficulté pour des communautés situées ? », *The Dynamics of Terms in Specialised Communication*, Bruxelles, Erasmus Hogeschool Brussel.
- MFAP – MINISTÉRIO DAS FINANÇAS E DA ADMINISTRAÇÃO PÚBLICA, 2011a, *Tradução do conteúdo do Memorando de Entendimento sobre as Condiçionalidades de Política Económica* (en ligne).
- MFAP – MINISTÉRIO DAS FINANÇAS E DA ADMINISTRAÇÃO PÚBLICA, 2011b, *Programa de Estabilidade e Crescimento 2011-2014* (en ligne).

- ORTIZ John Jairo Giraldo, 2008, *Análisis y descripción de las siglas en el discurso especializado de genoma humano y medio ambiente*, thèse de doctorat, Barcelona, Universitat Pompeu Fabra.
- ORTIZ John Jairo Giraldo, 2010, «Hacia una revisión del concepto de siglación», *Panacea*, 9-31, p. 70-77 (en ligne).
- PAVEL Silvia and NOLET Diane, 2002, *Manual de Terminología*, Public Works and Government Services, Canada, Hull (QC), Translation Bureau.
- PERCEBOIS, Jacqueline, 2001, « Fonctions et vie des sigles et acronymes en contextes de langues anglaise et française de spécialité », *Meta*, 46-4, p. 627-645.
- PINTO José M. de Castro, 1998, *Gramática de Português*, Lisboa, Plátano Ed.
- PINTO José M. de Castro, 2009, *Manual Prático de Ortografia (Novo Acordo Ortográfico)*, Lisboa, Plátano Ed.
- PINTO José M. de Castro, 2009, *Novo Prontuário Ortográfico (com Novo Acordo Ortográfico)*, Lisboa, Plátano Ed.
- RODRIGUEZ GONZÁLEZ Félix, 1993, “Morphovariation and synonymy of acronyms”, *Meta*, 38-2, p. 275-292.
- RONDEAU Guy, 1981, 1984, *Introduction à la terminologie*, Québec, Gaëtan Morin Éditeur.
- STANDARD & POOR’S, 2010, *Guide to Credit Ratings Essentials* (en ligne).
- XAVIER M^a Francisca e MATEUS M^a Helena (eds.), 1992, *Dicionário de termos linguísticos*, APL / Iltec, Lisboa, Cosmos.

